

# Les fusillades de Châteaubriant

RODOLPHE PRAGER



**Le martyr des fusillés de Châteaubriant et la vérité sur Marc Bourhis, militant trotskyste, et sur Pierre Guéguin, maire de Concarneau, exclu du PCF pour avoir dénoncé le pacte Hitler-Staline.**

Il y a quarante ans ! Le mercredi 22 octobre 1941, dans la carrière de la Sablière à deux kilomètres de Châteaubriant, trois rangées de neuf poteaux étaient dressées. Un détachement de SS venu d'Angers formait le peloton d'exécution. De cinq minutes en cinq minutes, à partir de 15 h 55, trois salves retentirent criblant de balles les corps de 27 otages du camp de Choisel. Le même jour, 21 détenus de la prison de Nantes sont fusillés dans cette ville. Ces exécutions sont ordonnées par le général Von Stulpnagel, *Militärbefehlshaber* en France, en représailles à la mort du lieutenant-colonel Hotz, *Feldkommandant* à Nantes, abattu le 20 octobre devant la cathédrale. Elles étaient annoncées par ces sinistres affiches rouges ou jaunes, « *Avis-Bekanntmachung* », et devaient être suivies de 50 autres otages fusillés si dans les huit jours les auteurs de l'attentat n'étaient pas dénoncés et capturés. Menace qui, heureusement, ne fut pas mise en application à la suite de tractations entre Vichy et les occupants nazis. Le 23 octobre, ce sont 50 internés du camp de Souges qui sont passés par les armes à la suite d'un autre attentat commis à Bordeaux qui causa la mort d'un autre officier.

Ces actions ont pour origine la décision prise par l'état-major des groupes armés relevant du PCF d'envoyer « des groupes de brûlots » en province d'où ils disparaîtraient sitôt leur mission accomplie. Les jeunes communistes Giobert Brustlein et Guis-

co Spartaco, dépêchés à Nantes, parcoururent le centre de la ville à la recherche d'un officier, en aperçurent deux et tirèrent. Le revolver de Spartaco s'enraya et ce fut le plus galonné des deux officiers qui fut atteint. Brustlein avait déjà été l'auteur — avec Pierre Georges, dit Fabien — du premier attentat retentissant commis le 21 août, sur le quai du métro Barbès-Rochecouart, tuant un officier de la *Kriegsmarine*. Cette nouvelle forme d'action fut fortement discutée, y compris à l'intérieur du PCF. Les militants ne la trouvaient pas conforme avec les écrits de Lénine en matière de terrorisme individuel et redoutaient que, par ses conséquences, elle ne soit impopulaire. Ils s'insurgeaient contre le prix élevé à acquitter par leurs camarades qui peuplaient les camps et les prisons.

Les martyrs de Châteaubriant ne sont pas les premiers, ni les seuls, tombés le 22 ; ni les plus nombreux, comme on vient de le voir. C'est cependant le nom de Châteaubriant qui est resté gravé dans les mémoires, qui est devenu un symbole, celui de toutes les tueries d'otages. Peut-être parce que les 27 constituent une sélection sociale et politique plus évidente qui sonne comme une revanche de Juin 1936. La concentration des communistes et des cadres syndicaux était très importante à Châteaubriant, et c'est ceux-là qui furent visés, à l'instigation de Pucheu, ministre de l'Intérieur de Vichy, directement lié au patronat. Des

responsables importants du parti — arrêtés depuis octobre 1940 dans la région parisienne — étaient venus se joindre aux militants bretons internés sur dénonciation ou figurant sur des listes de suspects.

La direction du parti fit évader, en juin 1941, les membres du comité central internés : Léon Mauvais, Eugène Hénaff, Henri Raynaud, Fernand Grenier ; évasion qui ne présentait pas grande difficulté. Notons l'importance des responsables syndicaux envoyés au peloton d'exécution : Charles Michels, député du XV<sup>e</sup> arrondissement, secrétaire de la fédération CGT des Cuirs et Peaux ; Jean Poulmarch de la fédération des Produits chimiques ; Jean-Pierre Timbaud, secrétaire des Métaux de la région parisienne ; Jules Vercrucy, secrétaire de la fédération du Textile ; Désiré Granet, secrétaire de la fédération du Papier- Carton ; Jean Grandel, maire de Gennevilliers, de la fédération Postale ; Jules Auffret, membre de l'union départementale de la région parisienne ; Maurice Gardette, conseiller municipal de Paris ; Henri Pourchasse, des cheminots parisiens. On choisit aussi le jeune Guy Mocquet, âgé de 17 ans, fils d'un député communiste. Une présélection des détenus promit à l'échafaud eut lieu dès le 22 septembre quand 19 d'entre eux furent désignés pour occuper la baraque numéro 19 entourée de fils de fer barbelés. On l'appela la baraque des otages ou, plus pudiquement, la baraque des intellectuels.

Pierre Guéguin et Marc Bourhis furent aussi du lot. Ce dernier s'efforça de rassurer Alice, sa femme : « Nous changeons de demeure, je ne crois pas que nous soyons aussi bien que précédemment, mais que cela ne t'émeuve pas ; comme nous sommes au sud du camp, nous y gagnerons une meilleure exposition. » La situation dans le camp de ces deux internés liés par une longue amitié est des plus délicates. Ils ont appartenu tous deux au PCF et sont en rupture avec le parti. Ils sont l'objet de basses calomnies et subissent une certaine quarantaine, tout opposant à la ligne du parti étant un traître et un agent stipendié de la réaction selon la logique stalinienne.

Marc Bourhis adhéra au Parti communiste en 1930 sous l'influence de Guéguin, son aîné. Ils fréquentèrent, à Concarneau, la même cellule. Marc quitta le parti en 1933 et se lia aux trotskystes. Il fut surtout très actif au sein de la Fédération unitaire de l'enseignement, devint membre du Conseil syndical des instituteurs du Finistère et écrivit de nombreux articles dans le « bulletin départemental ». Il était le porte-parole de la tendance syndicaliste-révolutionnaire de l'École émancipée et se heurta durement au courant stalinien animé par Alain Signor, future membre du comité central du PCF. Signor en voulait à Guéguin qui manquait d'agressivité, à son sens, vis-à-vis de Bourhis, et lui conserva son amitié. Marc Bourhis présida un important mee-

ting, à Concarneau, du Parti ouvrier internationaliste (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale), le 27 décembre 1937. Il organisa par la suite, en avril 1939, des réunions publiques du PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan) de Marceau Pivert qu'il avait rejoint avec ses amis trotskystes, à Tréguen, à Carhaix et à Concarneau. Son engagement politique laissait si peu de doutes que sa famille fit graver sur sa tombe en 1945 : « Militant du Parti communiste internationaliste. »

En revanche, on ne peut affirmer que Pierre Guéguin fut trotskyste. Membre du Parti communiste depuis sa création en 1920, il devint une personnalité marquante du parti — et son élu le plus important dans le Finistère — après son arrivée à Concarneau en 1926 en tant que professeur de mathématiques. Elu conseiller municipal puis conseiller général, il devint maire en 1935 et faillit remporter le siège de député en 1936. Le parti le présenta encore aux élections sénatoriales en 1937 et il remplit, par ailleurs, les fonctions de directeur du journal « la Bretagne communiste ». Son activité syndicale fut également intense et il jouissait d'une grande popularité à Concarneau et dans le Finistère. Son indépendance d'esprit lui valut parfois de vives remontrances dans le parti. La politique de front populaire répondit davantage à son tempérament. Le pacte germano-soviétique l'indigna profondément et il le ressentit com-

me une trahison. Il le condamna publiquement, au conseil municipal, le 1<sup>er</sup> septembre 1939, à la veille de sa mobilisation comme lieutenant de réserve. Le parti l'exclut aussitôt et le dénonça publiquement comme un traître.

Tout en étant en butte aux attaques du parti, Pierre Guéguin fut victime de la répression gouvernementale. On songea bien, au ministère de l'Intérieur, à une possible récupération, mais les Renseignements généraux et le préfet du Finistère, Angéli, firent valoir avec force que Guéguin n'avait nullement abdiqué ses convictions, demeurait toujours aussi dangereux et déconseillèrent formellement toute mesure de clémence. N'avait-il pas déclaré à ses collègues élus de la SFIO qu'il n'était plus stalinien mais restait communiste. Il fut déchu, en février 1940, de ses mandats de maire et de conseiller général, comme tous les élus communistes. Sa lettre de protestation au président du conseil général témoigne de ses sentiments d'alors, en particulier de son rejet de la politique du PCF suivant à la lettre les implications du pacte Hitler-Staline voulues par Moscou. Ses opinions qui s'en tenaient au cours antérieur du Front populaire et du Front des Français ne se recoupaient pas avec les conceptions internationalistes du trotskysme.

Poursuivant Guéguin d'un réel acharnement, le préfet Angéli sollicita de la hiérarchie militaire, en mai 1940, un changement d'affectation, « sa présence à Quimper créant un malaise certain ». S'adressant en juin au ministre de l'Éducation nationale, le préfet suggéra le déplacement de Guéguin dans un autre département. On fit mieux : on le révoqua en octobre et il dut subvenir à ses besoins, après sa démobilisation, en donnant des leçons particulières.

Interné à Châteaubriant, la haine de ses anciens camarades le voua à une existence difficile, « plus pénible encore que la sienne » selon les propres dires de Bourhis qui ne fut pas non plus ménagé. Combattus avec les pires méthodes, calomniés de leur vivant, ces deux hommes se sont mûs, après

leur morts en membres du PCF de par la volonté des dirigeants de ce parti. Depuis quarante ans on s'obstine à réitérer cette contre-vérité qui porte atteinte à la véritable personnalité et à la mémoire de ces militants valeureux. Il est grand temps de rétablir la vérité aux yeux de l'opinion publique. L'invitation faite dans ce sens par Alain Krivine à Fernand Grenier, président de l'Amicale de Châteaubriant, est restée sans réponse. Ce sont des principes fondamentaux qui sont en cause. Celui du rejet de la manipulation de l'histoire, vestige du stalinisme. Celui de la démocratie plénière au sein du mouvement ouvrier et du respect de ses diverses composantes. Celui de la reconnaissance de la pluralité des partis ouvriers et socialistes. Comment, en effet, reconnaître que Marc Bourhis était trotskyste quand le trotskysme était censé être une officine de la Gestapo suivant les recettes de Staline et de ses procès de Moscou ? Ironie de l'histoire, les trotskystes cessèrent d'être des agents du nazisme pendant la durée du pacte germano-soviétique. Il importait, en tout cas, de les mettre au ban du mouvement ouvrier pour ne pas avoir à débattre de leurs options politiques.

Marc Bourhis ne fut pas, hélas, le seul trotskyste à être fusillé comme otage, à être tué « par erreur », comme un dirigeant local du PCF l'affirmait à une réunion publique à Brest en 1946. Citons les noms de Jean Meichler, l'un des fondateurs du mouvement en France ; d'Henri Lebacher, ouvrier typographe ; d'André Thiolon, instituteur, passés également par les armes. Ils furent plusieurs dizaines à être assassinés en divers lieux, comme Robert Cruau responsable du groupe de Nantes, animateur du travail de désintégration de la Wehrmacht, abattu en octobre 1943 au siège de la Gestapo à Brest ; comme Marcel Hic, secrétaire de l'organisation trotskyste clandestine, achevé à Dora. Des centaines de trotskystes furent emprisonnés et déportés, et un grand nombre ne survécurent pas. Ils eurent à souffrir aussi, fréquemment, jusque dans les camps de la mort, des persécutions stalinienne.



Marc Bourhis et Pierre Gueguin, pendant leur internement.

L'opération de récupération de Bourhis et Guéguin se heurta localement, à Concarneau, où ils étaient bien connus, à d'inévitables difficultés. Après la cérémonie officielle d'octobre 1944, au cours de laquelle on donna le nom de Guéguin à une des grandes artères de la ville, il fallut attendre 1949 pour que le PCF se décidât à célébrer l'existence de Bourhis. Le maire socialiste de l'époque refusa, dans ces conditions, à paraître à la manifestation et motiva publiquement son absence en rappelant exactement les faits. Un

malaise persista longtemps à Concarneau où des incidents comme ceux qui se produisirent au cours de la réunion publique tenue le 19 octobre 1945 par le PCI (Parti communiste internationaliste, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale), n'étaient pas faits pour calmer les esprits. Plus de mille personnes assistèrent à ce meeting trotskyste où prirent place à la tribune le père de Marc Bourhis et la veuve de Pierre Guéguin. Malgré cette présence, les membres du PCF troublèrent la réunion et, passant à l'assaut de la tribune,

déclenchèrent une bagarre. Le public réprova ce comportement. Ce n'est sans doute pas par hasard qu'il n'existe toujours pas de rue Marc Bourhis à Concarneau.

Que l'on ne compte pas, en tous cas, sur le temps et notre lassitude pour ensevelir dans le silence cette affaire. Le refus du PCF de rétablir la vérité équivaut à un refus de remettre en cause un certain passé qui porta un préjudice énorme à la cause de la classe ouvrière et du socialisme.

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE CONCARNEAU DU 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1939

M. Rospars demande au conseil municipal d'élever une protestation contre la suppression des journaux communistes. Le maire (Pierre Guéguin) déclare qu'il approuve la proposition, la liberté de presse étant l'une des libertés essentielles de la démocratie. Mais il ajoute que cette protestation doit être accompagnée d'une protestation énergique contre la signature du pacte germano-soviétique. Il pense que la Russie, ayant fait de la résistance à l'agression et de la défense des pays agressés par les nations totalitaires l'axe de sa politique, devait être la première à se placer à la tête des nations démocratiques.

Interprétant le sentiment quasi unanime de la population concarnoise, le maire ajoute : si la Russie s'était placée de notre côté nous ne connaîtrions pas demain les horreurs de la guerre et les massacres des femmes et des enfants.

Source : registre de la mairie de Concarneau

La séance du 1<sup>er</sup> septembre se termina dans un véritable tumulte, M. Rospars et ses amis traitant le maire de « lâche » et de « dégonflé ». M. Guéguin, protégé par quelques amis, quitta alors la salle du conseil...

Rapport du commissaire de police au préfet du Finistère

MONSIEUR P. GUEGUIN, LIEUTENANT AU 337<sup>e</sup> RI, 9<sup>e</sup> CIE.  
A MONSIEUR LE D<sup>r</sup> LANCIEN, PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL DU FINISTERE

Monsieur le Président,

Ce n'est pas sans une certaine amertume et sans un certain serrement de cœur que j'ai reçu la notification de ma déchéance de conseiller général, déchéance prononcée par le préfet du Finistère.

Je n'avais pas, en effet, attendu le 1<sup>er</sup> octobre pour répudier énergiquement et publiquement le pacte germano-soviétique. Ma protestation contre ce pacte de trahison fut faite au conseil municipal de Concarneau, avant même la mobilisation générale et elle a entraîné, nul ne l'ignore, ma rupture immédiate et complète avec le Parti communiste.

Mobilisé dès le 5 septembre, malgré une infirmité prononcée que vous connaissez d'ailleurs, y ayant fait allusion à une séance du conseil général qui pouvait me permettre de demeurer dans la vie civile, je n'ai pas cru devoir formuler de nouvelles protestations contre les violations inouïes et barbares du droit des gens que sont l'invasion de la Pologne et l'agression de la Finlande, parce que leur condamnation était contenue dans la condamnation même du pacte germano-soviétique dont elles sont les conséquences et aussi parce que je faisais partie de l'armée.

Ancien combattant de la guerre 1914-1918, nul ne peut me reprocher d'avoir, hier avec le Parti communiste, défendu la sécurité collective, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, préconisé la « ronde des démocraties » et l'union de la nation française pour résister à l'hitlérisme envahissant et pour maintenir la paix.

Si le Parti communiste, sur l'ordre de Staline, a brutalement renié tous ces principes, je leur suis demeuré fidèlement attaché. Et j'ai saisi la première occasion officielle qui s'offrait à moi de dire à mes électeurs : « Si nous sommes en guerre demain, c'est parce que le pacte germano-soviétique permettra à Hitler d'envisager la guerre. »

Ces électeurs, je ne les ai pas trompés et je ne crains pas leur jugement, à quelque parti qu'ils appartiennent (dédaignant l'opinion des rares égarés demeurés fidèles à Staline). Et si j'étais digne hier de siéger parmi vous, je crois n'en pas être indigne aujourd'hui, alors que, pour la seconde fois, je sers notre pays dans une unité combattante.

Je sais que la loi ne m'offre aucun recours contre la décision du conseil de préfecture. J'ai tenu simplement à vous dire combien elle m'a été pénible car j'ai le sentiment que je ne méritais pas cela.

En vous priant de vouloir bien me faire savoir si vous avez reçu cette lettre, veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments distingués.

Secteur postal 175,  
le 11 mars 1940.  
Pierre Guéguin

## LE PREFET DU FINISTERE A MONSIEUR LE MINISTRE DE L'INTERIEUR

Comme suite à la lettre que aviez bien voulu me communiquer par laquelle M. Guéguin, conseiller général et maire de Concarneau déchu, protestait contre la mesure qui l'avait frappé, j'avais eu l'honneur, en vous retournant sa lettre, de vous faire connaître qu'il n'y avait pas lieu, à mon sens, de revenir sur cette décision.

A l'occasion de la session du conseil général qui s'est tenue aujourd'hui à Quimper, quelques conseillers généraux appartenant au parti SFIO avaient voulu faire auprès de moi une démarche en faveur de leur ancien collègue qui se trouve actuellement à Quimper. Mais M. Guéguin, pressenti par eux, leur a déclaré en propres termes « que s'il était antistalinien il restait communiste ».

Ses collègues ont alors abandonné le projet qu'ils avaient formé d'intervenir en sa faveur. J'ai tenu à vous en faire part, ceci confirmant en tous points les termes de mes rapports précédents.

Le 9 mai 1940  
Le préfet  
(signé Angélli)

## ARTICLE DE CHARLES LINEMENT, MAIRE DE CONCARNEAU, DU 29 OCTOBRE 1949 DANS LE BRETON SOCIALISTE SOUS LE TITRE POURQUOI ?

Les dirigeants locaux du PCF organisaient dimanche dernier une cérémonie commémorative à l'occasion de l'anniversaire des fusillades de Châteaubriant. Personnellement sollicité par lettre, je n'ai pas cru devoir répondre à l'invitation qui m'était adressée pour les raisons suivantes.

1) Le cimetière de Concarneau a le triste privilège d'abriter les restes de Pierre Guéguin et de Marc Bourhis unis dans le dernier sacrifice comme ils le furent dans la vie. En tant que maire de la ville, je ne pouvais admettre qu'une cérémonie ne se déroulat qu'à la mémoire de l'un d'eux. Chacun a droit à notre égale reconnaissance. Les dirigeants de l'union locale de la CGT l'ont du reste si bien compris que, dans le communiqué de presse, ils associaient les noms des deux martyrs. Pourquoi le PCF ne les a-t-il pas suivis dans cette voie ? Serait-ce parce que sur la tombe de ce fervent syndicaliste qu'était Marc Bourhis se trouve une plaque indiquant sa qualité de membre du PCI ? Ou bien les responsables du PCF n'ont-ils pas osé s'incliner devant la tombe de cet « anarcho de l'enseignement » qu'ils reprochaient à Pierre Guéguin de fréquenter ?

2) D'autre part, je considère qu'il n'appartient pas aux représentants locaux du PCF de s'emparer de la mémoire de Pierre Guéguin à des fins que tout le monde connaît. Que les jeunes, les recrues de septembre 1944, agissent par ignorance de la personnalité de Pierre Guéguin, je le concède, mais la culpabilité des « anciens » qui leur voient la vérité est grande. Et c'est à ces jeunes que je conseillerai de prendre connaissance de la délibération du conseil municipal en date du 1<sup>er</sup> septembre 1939 portant le numéro 958. Répondant à une demande présentée par un conseiller municipal tendant à élever une protestation contre la suppression des journaux communistes, Pierre Gué-

guin déclare « qu'il approuve la proposition, la liberté de la presse étant une des libertés essentielles de la démocratie », mais ajoute que cette protestation doit être accompagnée d'une protestation énergique contre la signature du pacte germano-soviétique. Il pense que la Russie, ayant fait de la résistance à l'agression et à la défense des agressés par les nations totalitaires l'axe de sa politique, devrait être la première à se placer à la tête des nations démocratiques. Interprétant le sentiment quasi-unanime de la population concarnoise, le maire ajoute : « Si la Russie s'était placée de notre côté nous ne connaîtrions pas demain les horreurs de la guerre et les massacres des femmes et des enfants. »

Cette déclaration — signée Pierre Guéguin — est suffisamment claire sur le désaccord complet de Pierre Guéguin avec le PCF. Quelque temps plus tard, un tract émanant du PCF confirmait ce désaccord. Je ne citerais pas toutes les basses injures qui lui furent adressées, les accusations dont il fut l'objet. Je rappellerai simplement la conclusion de ce tract : « Pierre Guéguin n'a plus rien de commun ni avec le Parti communiste, ni avec le communisme. »

C'est sans doute en

souvenir de cette « exclusion » de Pierre Guéguin que les militants du PCF ont attendu cinq ans après la Libération pour organiser une cérémonie commémorative en sa mémoire.

Et c'est parce que j'ai bien connu toute la valeur de Pierre Guéguin, son esprit droit et son attachement absolu à la vérité, que je n'étais pas à la cérémonie commémorative organisée par le PCF à l'occasion de l'anniversaire des fusillades de Châteaubriant.

**Charles Linement,**  
maire de Concarneau

#### LETTRÉ D'ALICE BOURHIS, VEUVE DE MARC BOURHIS

Chers camarades,

A la veille de ce 22 octobre, où le PCF s'apprête à grand renfort de propagande, à commémorer l'anniversaire du massacre des vingt-sept otages de Châteaubriant, je crois que la *Vérité* se doit de faire la mise au point suivante.

A la « Sablière », où furent exécutés les vingt-sept otages, a été érigé un monument. Diverses plaques commémoratives y sont déposées. En août 1945, le PCI y fait apposer une plaque à la mémoire de Marc. Une quinzaine de jours après,

alors que nous nous sommes rendus à l'exhumation des corps de Marc et de Pierre Guéguin, nous constatons la disparition de la plaque du PCI. Evidemment, aucune autre ne manque. Celle du PCI seule a disparu.

Qui a commis le sacrilège ? Qui donc cette plaque gênait-elle au point de profaner ce monument ? Evidemment, elle contredisait la plaque centrale, qui porte : « A la mémoire des vingt-sept membres du PCF ». Il ne faut pas qu'on sache que Marc Bourhis tombé sous les balles nazies était trotskyste. Les scrupules les embarrassent peu ! Le stalinien Carriou ne vient-il pas de déclarer publiquement, dans un meeting à Brest, que, si Marc fut pris comme otage, c'est qu'il y eut « erreur ».

Parue dans « la Vérité »,  
le 18 octobre 1946

LE COMITE CENTRAL  
DU PCF, SEPTEMBRE  
1944 :

« LES TROTSKYSTES  
AGENTS DE LA GESTA-  
PO »

En ce qui concerne l'activité des provocateurs, les communistes doivent savoir qu'on songe, dans certains milieux, à utiliser les trotskystes comme éléments de provocation contre notre parti.

Pendant l'Occupation, la Gestapo a fait publier par ses agents trotskystes un journal dénommé *la Vérité*. Dans ce journal, les trotskystes au service de la Gestapo attaquaient les patriotes qui se livraient à la guérilla contre les boches. Ils complétaient sur le plan de la provocation la politique d'assassinats d'otages instaurée par Hitler pour essayer d'effrayer les patriotes. Les agents de l'ennemi qui ont publié ce torchon pour le compte de la Gestapo auraient dû être arrêtés déjà depuis longtemps ; or, nous savons qu'ils ont eu l'audace d'aller demander au ministre de l'Information l'autorisation de faire paraître leur journal trotskyste ; le fait que ces provocateurs ont pu faire cette démarche sans se faire arrêter immédiatement comme agents de l'ennemi est très significatif.

Nous n'avons pas oublié qu'en 1936, alors que notre parti, conscient des possibilités concrètes du moment, lançait par la bouche de Maurice Thorez le mot d'ordre : « Il faut savoir terminer une grève », il se trouva des pivertistes truffés d'agents provocateurs pour attaquer notre parti et essayer de lui faire perdre la confiance des ouvriers.

Signé : le comité central  
du PCF, septembre 1944

**ALAIN KRIVINE A  
FERNAND GRENIER**  
Président de l'Amicale de  
Châteaubriant  
1, rue des Postillons  
93200 Saint-Denis

Montreuil, le 29.10.80

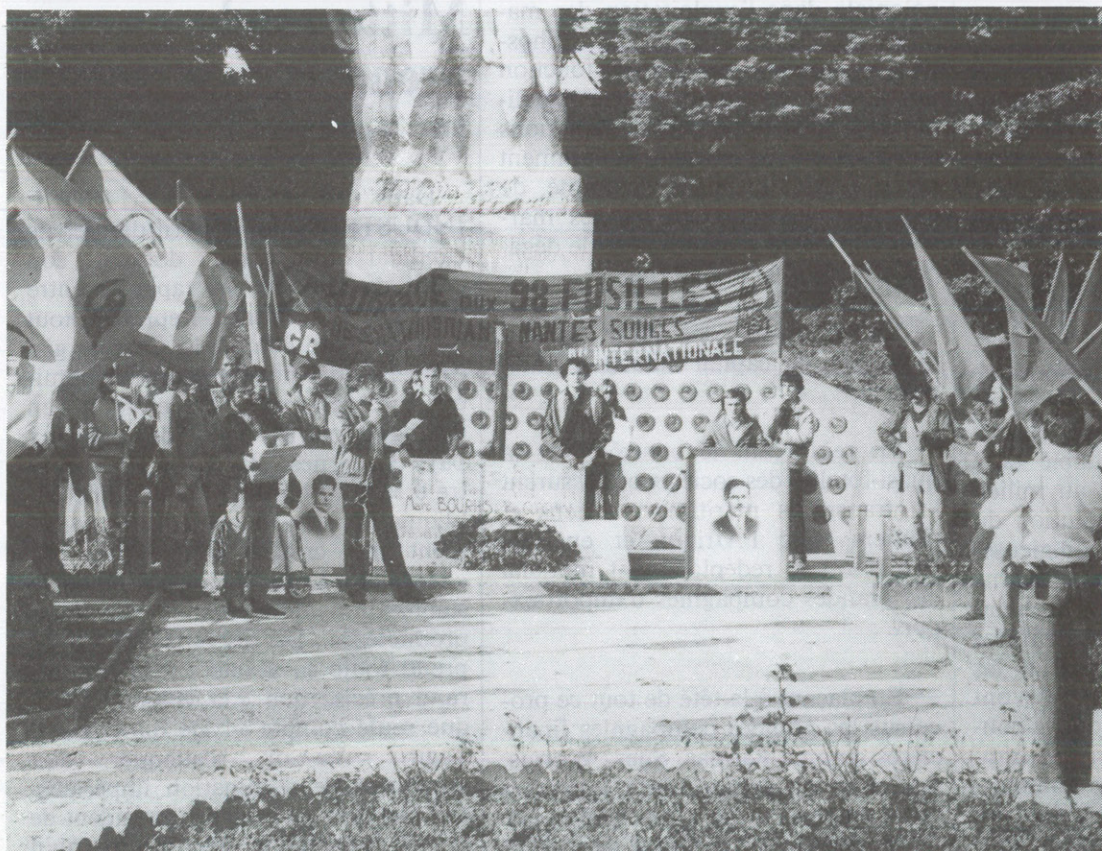
Camarade,

Me faisant l'interprète d'Alice Bourhis, veuve de Marc Bourhis fusillé à Châteaubriant, et des plus proches amis de Marc, je crois qu'il est grand temps de rétablir exactement les faits concernant la personnalité de notre camarade, qui avait rompu avec le Parti communiste depuis 1933. Sa qualité de syndicaliste révolutionnaire affilié au courant de l'Ecole émancipée et de militant trotskyste ayant présidé des meetings de notre mouvement à Concarneau, à Trégunc, etc. était de notoriété publique. Plus que quiconque le Parti communiste, qui l'attaqua durement, connaissait parfaitement ses engagements aux plans syndical et politique.

Ne pensez-vous pas que le respect dû à Marc Bourhis, comme à Pierre Guéguin et à tous leurs compagnons tombés à Châteaubriant exige une vérité scrupuleuse ? Serait-il si difficile de reconnaître ce qui est, à savoir que parmi les 27 fusillés se trouvaient un trotskyste et un opposant au stalinisme, l'ancien maire de Concarneau, Pierre Guéguin, exclu du PCF et stigmatisé comme un renégat pour avoir publiquement dénoncé le pacte germano-soviétique ?

Il nous semble que l'association que vous présidez serait particulièrement qualifiée et qu'elle s'honorerait de faire connaître la vérité.

Alain Krivine  
(Lettre demeurée sans  
réponse à ce jour.)



Conduite par Alain Krivine, une délégation de militants bretons de la LCR rendait hommage aux fusillés, le 17 octobre 1981.